

Élections professionnelles du 6 décembre 2018

Par décision du premier ministre, la date des élections professionnelles dans la fonction publique est fixée au 6 décembre 2018. Le renouvellement général des organismes consultatifs concerne les comités techniques (CT), les commissions administratives paritaires (CAP) et les commissions consultatives paritaires (CCP).

La réglementation applicable à la Ville de Paris, telle qu'elle résulte du décret du 24 mai 1994 modifié, prévoit les modalités d'organisation des élections en 2018. Ces dispositions sont notamment issues de la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social. Il convient de souligner que de nouvelles dispositions issues du décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017, relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, mettent en œuvre une obligation de représentation équilibrée des listes de candidats aux élections professionnelles.

Aux traditionnelles élections aux CAP, CT central, CT de direction et éventuellement au CT de service, s'ajouteront les élections des représentants du personnel aux CCP. Au total, 5 scrutins seront organisés et chaque agent sera invité à participer au maximum à 3, ou 4 scrutins :

- CT central, en fonction de son affectation CT de direction et éventuellement CT de service (Eau, Propreté).

- En outre, selon sa situation administrative, l'agent pourra également voter soit aux CAP, soit aux CCP.

Certains agents, dans des cas très exceptionnels, pourront être invités à participer à 5 scrutins.

Des modalités communes caractérisent l'organisation de ces élections :

- Chaque election (CT, CAP et CCP) est organisée au scrutin de liste à un tour.

- Les critères de représentativité des OS pour participer aux élections professionnelles sont limités à la constitution légale du syndicat depuis deux ans au moins et au respect des valeurs républicaines.

- La répartition des sièges s'effectue à la proportionnelle, avec répartition des restes à la plus forte moyenne.

- La durée des mandats est de quatre ans.

- Les représentants du personnel aux CHSCT seront désignés par les organisations syndicales sur la base des résultats des élections aux CT.

- Les représentants du personnel au CSAP seront désignés par les organisations syndicales sur la base des résultats des élections au CT central de la Ville et de ceux des administrations parisiennes.

Les documents constitutifs de ce dossier sont les suivants :

- un projet de délibération relatif à la composition des comités techniques (pour avis)

- un projet de délibération relatif à la composition des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (pour avis)

- Deux projets d'arrêté fixant la composition des commissions administratives paritaires et des commissions consultatives paritaires ;

- Un projet d'arrêté relatif à l'organisation des élections aux CT, aux CAP et aux CCP ;

Il convient d'indiquer que le contenu de ces différents documents a fait l'objet d'une concertation continue avec les organisations syndicales représentées au CT central, auxquelles ont été associés les syndicats SUD-VP, FA-FPT et CFE-CGC. Cette concertation entamée le 13 décembre 2017 s'est régulièrement poursuivie au cours de 6 réunions conduites en 2017 et 2018. Elle se poursuivra au cours des prochains mois afin de finaliser dans de bonnes conditions l'organisation des élections professionnelles.

1) Avis sur deux projets de délibération relatifs à la composition des comités techniques et des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail de direction et de service à la Ville de Paris

Ces deux projets de délibération ont pour objet de fixer la structuration des comités techniques et des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail en tenant compte de l'évolution des effectifs et des réorganisations intervenues dans l'ensemble des directions concernées. Ils déterminent en outre le nombre de représentants du personnel au sein de chaque comité en corrélation avec les effectifs de ces entités en se fondant sur les fourchettes prévues par la réglementation.

À la Ville, il est prévu que chaque direction soit dotée de ses propres organismes consultatifs (comité technique et comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail). Néanmoins, quelques particularités existent :

- La **direction de la propreté et de l'eau** est dotée de trois instances réparties en comités techniques et comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.
- pour l'ensemble des agents de la direction : le comité technique et le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail de la direction de la propreté et de l'eau ;
- pour les agents du service technique de l'eau et de l'assainissement : le comité technique et le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail de l'eau et de l'assainissement ;
- pour les agents du service technique de la propreté de Paris : le comité technique et le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail de la propreté.

- Comme cela était le cas précédemment, des directions à faibles effectifs ont été regroupées de façon à disposer d'un **comité technique et d'un comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail communs** :

- il en est ainsi pour le comité technique et le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail du **Cabinet de la Maire**, qui exercent leurs compétences à l'égard des personnels et des services du Cabinet de la Maire et de l'Inspection générale ;
- de même, le comité technique et le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail du **Secrétariat général de la Ville de Paris** exercent leurs compétences à l'égard des personnels et des services du Secrétariat général de la Ville et de la direction des affaires juridiques.

Par rapport à la composition actuelle des CT et CHSCT de direction, seule la DPSP a vu le nombre de ses représentants du personnel modifié, passant de 8 à 10 représentants titulaires. Cette évolution résulte du transfert des agents de la Préfecture de Police dans le cadre de la réforme du statut de Paris.

Ce point est soumis pour avis.

2) Communication relative à plusieurs documents fixant l'organisation des élections aux CT, aux CAP et aux CCP

- Deux projets d'arrêté fixant la composition des commissions administratives paritaires et des commissions consultatives paritaires ;
- Un projet d'arrêté relatif à l'organisation des élections aux CT, aux CAP et aux CCP.

3) Communication relative à plusieurs documents portant sur les chiffres fixant la représentation des femmes et des hommes au sein des instances de la Ville au 1^{er} janvier 2018

- Trois tableaux récapitulatifs faisant apparaître les effectifs des électeurs au 1^{er} janvier de l'année du scrutin, soit le 1^{er} janvier 2018, avec indication du nombre et du pourcentage de femmes et d'hommes.

4) Avis sur le protocole relatif à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pendant la campagne électorale.

Le protocole TIC rappelle les dispositions générales applicables en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication et fixe les modalités d'accès et d'utilisation de l'intranet par les organisations syndicales au cours de la campagne électorale. Il sera proposé à la signature de chaque organisation syndicale qui a manifesté l'intention de déposer des listes pour ces élections.

Ce point est soumis pour avis.